

**CONVENTION D'OBJECTIFS ET DE MOYENS
AVEC L'ASSOCIATION INITIATIVE PORTES DE PROVENCE (IPP)
ANNÉE 2023**

ENTRE LES SOUSSIGNÉES :

La Communauté d'agglomération Montélimar-Agglomération, Maison des Services Publics, 1 avenue Saint Martin, 26200 MONTÉLIMAR, représentée par son Président, Monsieur Julien CORNILLET ou son représentant, dûment habilité à l'effet des présentes, par délibération du Conseil communautaire n° _____ du _____, et ci-après dénommée « Montélimar-Agglomération »,

d'une part,

ET :

L'association Initiative Portes de Provence (IPP), association loi de 1901, déclarée en préfecture de la Drôme sous le n° 0263020370, n° SIRET 512 665 522 00011, ayant son siège social, 3 chemin de Nocaze, 26200 MONTELMAR, représentée par son Président, Monsieur Rémi JUAN, dûment habilité à l'effet des présentes, et ci-après dénommée « l'Association »,

d'autre part,

ÉTANT PRÉALABLEMENT EXPOSÉ :

Considérant le projet initié et conçu par l'Association qui met en œuvre une mission permanente visant à déceler et favoriser l'initiative créatrice d'emplois, d'activités, de biens ou services nouveaux par l'appui à la création, à la reprise ou au développement des petites et moyennes entreprises (PME) et des très petites entreprises (TPE) conforme à son objet statutaire.

Considérant que Montélimar-Agglomération a pour objectif de soutenir et favoriser les initiatives qui contribuent au soutien de l'emploi sur son territoire et, par là-même, au développement économique de celui-ci.

Considérant que le projet ci-après présenté par l'Association relève de cette politique et participe à la satisfaction de l'intérêt général.

IL A ÉTÉ CONVENU ET ARRÊTÉ CE QUI SUIT :

Article 1 : OBJET DE LA CONVENTION – ENGAGEMENT DES PARTIES

Par la présente convention, l'Association s'engage, à son initiative et sous sa responsabilité, à mettre en œuvre le projet défini en annexe I à la présente convention ainsi que les moyens nécessaires à sa réalisation.

Pour sa part, Montélimar-Agglomération contribue à la réalisation du projet comme précisé à l'article 4 sans attendre une quelconque contrepartie directe de cette contribution.

Article 2 : PRISE D'EFFET ET DURÉE DE LA CONVENTION

La présente convention est conclue pour une durée de un (1) an à compter de sa date de signature.

Article 3 : CONDITIONS DE DÉTERMINATION DU COÛT DU PROJET

Le coût total estimé éligible du projet est évalué à 181 357 € conformément au budget prévisionnel figurant en annexe II à la présente convention.

Les coûts pris en considération comprennent tous les coûts occasionnés par la mise en œuvre du projet par l'Association.

Article 4 : CONTRIBUTIONS DE MONTÉLIMAR-AGGLOMÉRATION ET MODALITÉS DE MISE EN OEUVRE

4.1 : Le montant de la contribution financière

Montélimar-Agglomération contribue financièrement à la réalisation du projet de l'Association pour un montant de 40 000,00 €, ce qui équivaut à 22 % du montant prévisionnel annuel du programme d'actions de l'Association.

Cette contribution financière n'est toutefois acquise que sous réserve des conditions suivantes :

- le respect par l'Association des obligations mentionnées aux articles 1 et 5,
- la vérification, conformément à l'article 6, que le montant de la contribution financière n'excède pas le coût du projet de l'Association,

et des décisions de Montélimar-Agglomération prises en application des articles 6 et 7.

4.2 : Modalités de versement de la contribution financière

Montélimar-Agglomération versera :

- quatre-vingt-dix pour cent (90%) du montant de la contribution financière à la notification de la convention,
- le solde du montant de la contribution financière après vérification que les conditions mentionnées à l'article 4.1 ci-dessus ont été respectées par l'Association.

4.3 : Paiement

Le montant de la contribution financière sera imputé sur les crédits inscrits au budget général de Montélimar-Agglomération, compte 6574, et crédité au compte de l'Association ouvert à son nom :

- n° IBAN : FR76 1680 7001 0430 7577 1319 093
- BIC : CCBPFRPPGRE

L'ordonnateur des dépenses est Monsieur le Président de Montélimar-Agglomération ou son représentant par délégation. Le comptable assignataire des paiements est Monsieur le Trésorier Principal de Pierrelatte.

4.4 : Mise à disposition de biens

Par contrat du 1^{er} avril 2022, Montélimar-Agglomération donne en sous-location à l'association à titre gracieux, à l'exclusion toutefois des charges récupérables, à l'association, un bureau (n°209) de 22 m² et un (1) bureau (n°2010) de 18 m² sis 3-5 Chemin de Nocaze, 26200 Montélimar, meublés et équipés de la téléphonie et de l'accès Internet.

Article 5 : LES AUTRES ENGAGEMENTS DE L'ASSOCIATION

5.1 : Incessibilité des droits

La présente convention étant conclue « intuitu personae », l'Association ne pourra en céder les droits en résultant à qui que ce soit.

5.2 : Usage des biens mis à disposition

L'Association s'engage à user raisonnablement des biens immobiliers, mobiliers et matériels mis à sa disposition et à avertir immédiatement Montélimar-Agglomération de tout défaut ou dégradation constatée.

5.3 : Communication

L'Association s'engage à mentionner la participation de Montélimar-Agglomération et à faire figurer le logo de cette dernière de manière lisible et dans le respect de la charte graphique de Montélimar-Agglomération, notamment lors des relations avec les médias ou à l'occasion de la réalisation de supports de communication (plaquette de présentation, site Internet, affiches...) et dans tous documents produits dans le cadre de la mise en œuvre du projet indiqué à l'article 1 de la présente convention.

5.4 : Budget et comptabilité

L'Association s'engage à adopter un cadre budgétaire et comptable conforme aux modalités d'établissement des comptes annuels des associations et fondations et à respecter les législations fiscales et sociales propres à ses activités.

5.5 : Justificatifs

L'Association s'engage à fournir à Montélimar-Agglomération, les documents ci-après aux dates indiquées :

Pour le 30 juin 2024, au plus tard :

- Une copie certifiée de son budget et de ses comptes de l'exercice écoulé, ainsi que tout document faisant connaître les résultats de son activité conformément aux dispositions de l'article L.1611-4 du Code général des collectivités territoriales.
- Le compte rendu financier conforme à l'arrêté du 11 octobre 2006 pris en application de l'article 10 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 modifiée relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations.
- Le compte rendu financier conforme à l'arrêté du 11 octobre 2006 pris en application de l'article 10 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 modifiée relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations.
- Un rapport d'activités exhaustif et précis de l'ensemble de l'activité de l'Association relative à la mise en œuvre du projet mentionné à l'article 1.

Lorsque l'Association est soumise à l'obligation légale de faire procéder au contrôle par un ou plusieurs commissaires aux comptes ou si elle fait appel volontairement à un contrôle exercé par un commissaire

aux comptes, elle s'engage à transmettre à Montélimar-Agglomération, dès leur réception, tout rapport produit par le(s) dit(s) commissaire(s) aux comptes.

Tous ces documents devront être transmis en deux (2) exemplaires à l'attention de Monsieur le Président de Montélimar-Agglomération à :

Montélimar-Agglomération
Maison des Services Publics
1 avenue St Martin
26200 MONTELMAR

5.6 : Évaluation

L'Association s'engage à fournir, au plus tard le 31 janvier 2024, un bilan d'ensemble, qualitatif et quantitatif, de la mise en œuvre du projet défini à l'article 1 de la présente convention.

Montélimar-Agglomération procède, conjointement avec l'Association, à l'évaluation des conditions de réalisation du projet sur un plan quantitatif comme qualitatif.

L'évaluation porte notamment sur la conformité des résultats à l'objet mentionné à l'article 1 et sur l'impact du projet au regard de l'intérêt général comme exposé dans le préambule.

5.7 : Impôts et taxes

L'Association s'engage à acquitter l'ensemble des impôts et taxes liés à ses activités.

5.8 : Assurances

L'Association atteste, à la signature de la présente convention, avoir souscrit les polices d'assurance nécessaires pour garantir sa responsabilité civile.

L'Association s'engage à adresser à Montélimar-Agglomération, dans un délai maximum de quinze (15) jours suivant la date de notification des présentes une attestation portant mention de l'étendue des garanties souscrites.

Montélimar-Agglomération se réserve la possibilité de demander à l'Association de souscrire une assurance complémentaire si les garanties présentées sont jugées insuffisantes.

Article 6 : CONTRÔLES PAR MONTÉLIMAR-AGGLOMÉRATION

Montélimar-Agglomération est en droit de contrôler que sa contribution financière n'excède pas le coût de la mise en œuvre du projet indiqué à l'article 1 de la présente convention. Un contrôle sur place peut être réalisé par Montélimar-Agglomération, dans le cadre de l'évaluation prévue à l'article 5.6. L'Association s'engage alors à faciliter l'accès à toutes pièces justificatives des dépenses et tous autres documents dont la production serait jugée utile dans le cadre de ce contrôle.

Article 7 : SANCTIONS

En cas de modification substantielle, d'inexécution ou en cas de retard significatif des conditions d'exécution de la convention par l'Association sans l'accord écrit de Montélimar-Agglomération, cette dernière peut respectivement exiger le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées au titre

de la contribution financière, diminuer ou suspendre le montant de cette contribution, après examen des justificatifs présentés par l'Association et avoir préalablement entendu ses représentants. Montélimar-Agglomération en informe l'Association par lettre recommandée avec accusé de réception.

Article 8 : RÉSILIATION

En cas de non-respect par l'une des parties de l'une de ses obligations résultant de la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'autre partie, sans préjudice de tous autres droits qu'elle pourrait faire valoir, à l'expiration d'un délai de un (1) mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure de se conformer aux obligations contractuelles et restée infructueuse.

Article 9 : MODIFICATIONS

La présente convention ne peut être modifiée que par avenant signé par Montélimar-Agglomération et l'Association. La demande de modification de la présente convention est présentée en la forme d'une lettre recommandée avec accusé de réception précisant l'objet de la modification, sa cause et toutes les conséquences qu'elle emporte.

Article 10 : ATTRIBUTION DE COMPÉTENCE

Pour tout différend ou litige survenant à l'occasion de l'exécution de la présente convention et qui ne trouverait pas de solution amiable, le Tribunal Administratif de Grenoble est seul compétent.

Fait en deux (2) exemplaires originaux

A Montélimar, le _____

Pour l'Association	Pour Montélimar-Agglomération
Le Président,	Le Président,
Rémi JUAN	Julien CORNILLET

ANNEXE I
à la convention d'objectifs et de moyens
avec l'association IPP

PROGRAMME D' ACTIONS

Le projet

Le programme annuel d'activités 2023 que l'association s'engage à mettre en œuvre :

INITIATIVE PORTES DE PROVENCE s'engage à pérenniser son action sur son territoire d'intervention, «Montélimar Agglomération».

Son rôle est de favoriser la création, la reprise ou le développement d'entreprises, afin de maintenir des emplois existants et en créer de nouveaux en visant la pérennisation des emplois sur le territoire.

INITIATIVE PORTES DE PROVENCE est un réseau qui fédère tous les acteurs économiques locaux au service de porteurs de projets.

INITIATIVE PORTES DE PROVENCE est un dispositif de financement : son but premier est de faciliter l'accès à l'emprunt bancaire pour les créateurs d'entreprises.

Initiative Portes de Provence, grâce à son action, permet de créer ou de sauvegarder des emplois.

Elle a ainsi permis le maintien ou la création de 75 emplois en 2021, 70 emplois en 2020, 62 en 2019. L'action d'Initiative Portes de Provence repose sur 4 piliers :

- Le prêt d'honneur, le Prêt Initiative remarquable, le prêt Start Up & Go et le prêt d'honneur agricole
- L'accompagnement
- Le parrainage
- Le club des créateurs

Le prêt d'honneur

Le rôle premier de la Plateforme est d'accorder un prêt d'honneur, c'est à dire à taux 0 % et sans caution personnelle. C'est un prêt personnel accordé au nom du porteur de projet qui peut aller de 3 000 € à 15 000 €.

Ce prêt d'honneur doit permettre au porteur de projet d'obtenir un emprunt bancaire en créant un effet de levier. Il est donc spécifique aux personnes ayant besoin de constituer ou de consolider leur apport personnel pour accéder à l'emprunt bancaire.

En plus du prêt d'honneur, d'autres dispositifs peuvent être proposés aux futurs chefs d'entreprises ayant une spécificité liée à l'innovation.

Depuis juillet 2019, un fonds régional dédié aux projets agricoles a été mis en place par la région Auvergne-Rhône-Alpes, ce dispositif a pour vocation d'accompagner les projets agricoles implantés sur le territoire de Montélimar-Agglomération.

C'est un prêt d'honneur accordé à la personne qui peut aller de 5 000 € à 25 000 €.

1 projet a été accompagné en 2019 et en 2020, 4 projets ont été accompagnés.

L'IPP a accompagné 2 projets en 2020 et 2 projets en 2021.

L'accompagnement des porteurs de projets

LE PRIMO ACCUEIL

Des réunions d'information sont organisées, pour les porteurs de projet, tous les seconds mardis de chaque mois dans nos locaux à Montélimar.

Des permanences sont organisées :

- tous les premiers mercredis de chaque mois à Dieulefit.
- tous les troisièmes jeudis à Cléon d'Andran.

L'INSTRUCTION DU DOSSIER

Pour une étude de projet, un dossier de demande de prêt d'honneur est complété par le porteur de projet. Il doit être accompagné d'un dossier financier et d'éléments annexes divers favorisant la compréhension du projet. Plusieurs entretiens individuels avec nos services sont nécessaires pour cette phase d'instruction. Les perspectives d'emploi (maintien ou recrutement) engendrées par le projet sont également prises en compte dans l'instruction du dossier. A décembre 2021, notre Association, a depuis sa création en 2002, contribué à la sauvegarde ou à la création de plus de 1 000 emplois.

LE COMITE TECHNIQUE

Le Comité Technique réunit des experts de la création et reprise d'entreprise. Les bénévoles de ce comité sont les chambres consulaires, des experts comptables, des banquiers, des avocats, des assureurs, des consultants...

INITIATIVE PORTES DE PROVENCE réunit ces experts afin d'analyser les volets, financiers, stratégiques, économiques, réglementaires et juridiques d'un projet. Chaque membre apporte son étude, sa réflexion, et son avis quant à la viabilité de chaque projet. La diversité des compétences mises autour de la table pour l'expertise d'un dossier permet de réduire les risques dans « l'entreprise du projet ». L'expertise se fait sans la présence du porteur de projet. Le comité technique a un rôle consultatif.

LE COMITE D'AGREMENT

Le Comité d'Agrément est composé de chefs d'entreprises et de cadres d'entreprises dont les compétences permettent d'évaluer au mieux l'adéquation entre le créateur et son projet ainsi que de l'opportunité de la création. Le comité d'agrément a pour mission de recevoir le porteur de projet et d'expertiser son dossier pour décider de l'octroi ou non du prêt d'honneur.

LE SUIVI POST CREATION

Une fois l'entreprise créée et le prêt d'honneur accordé, et pendant toute la durée du remboursement du prêt, INITIATIVE PORTES DE PROVENCE apporte son appui et ses conseils : par exemple, en réalisant des visites de terrain, en mettant en place des indicateurs adaptés à l'activité des entrepreneurs, en analysant les écarts entre le prévisionnel et le réel...

Depuis le 03 janvier 2022, nous avons renforcé le suivi Post Création afin d'anticiper les besoins des chefs d'entreprises et pouvoir leurs apporter les solutions adaptées. Cette volonté s'inscrit dans notre démarche de pérennisation des entreprises installées sur le territoire de Montélimar Agglomération.

Le Parrainage

Le parrainage permet d'accroître les chances de réussite des créateurs grâce à l'expérience du parrain. Ce dernier apporte un soutien moral, des conseils avisés et fait bénéficier le créateur d'un réseau relationnel qui fait souvent défaut lorsqu'on démarre son activité.

Le Club des Créateurs

Le Club des Créateurs, constitué de tous les créateurs qui ont été soutenus par Initiative Portes de Provence, a pour but de soutenir ses membres par de l'échange et par des actions ponctuelles ou continues.

LES ACTIONS DU CLUB :

Le CLUB CAFE est organisé dans les locaux de nos bénéficiaires.

Le Club Café est l'expression de l'ouverture du Club aux acteurs économiques du territoire ; acteurs publics et privés.

Le Club Café est avant tout un lieu où l'on peut sentir le pouls de la « micro-économie » locale.

Lors du Club Café les nouveaux bénéficiaires de prêts d'honneur sont présentés, les institutions et les nouvelles entreprises peuvent exposer leurs services et des sujets d'actualité sont abordés.

LE CLUB SOIREE

Les Soirées thématiques : soirées autour de thèmes ou problématiques quotidiens aux chefs d'entreprise.

Les Soirées conviviales et d'échange : pour se retrouver, pour échanger entre chefs d'entreprise, pour aborder l'actualité d'Initiative Portes de Provence ou pour découvrir de nouveaux lieux, de nouvelles entreprises soutenues par la plateforme.

L'ANNUAIRE RESO !

L'annuaire de tous les bénéficiaires d'un prêt d'honneur était édité chaque année. Fin 2022, nous allons mettre en place un site Internet dédié : LE RESO DIGITAL afin d'amener une meilleure lisibilité.

Chiffres clés à septembre 2022 :

- 162 Porteurs de projets accueillis,
- 33 Entreprises financées en prêt d'honneur dont 27 sur le territoire de Montélimar-Agglomération,
- 78 Emplois directs créés ou maintenus,
- 37 Prêts d'honneur accordés pour un montant de 318 000€,
- 2 297 409 € de prêts bancaires mobilisés, soit un effet de levier de 8.39.

L'année 2022 est marquée par notre déménagement vers le campus Montélimar Agglo.

Ce déménagement a modifié le fonctionnement de l'association et son budget.

- Nous avons investi dans du matériel informatique, un peu de mobilier qui étaient fournis par Montélimar-Agglomération, cela en autofinancement.
- Notre budget de fonctionnement subit également des changements :
 - Location d'une imprimante et achat des consommables liés
 - Paiement des charges liées au locaux mis à disposition
 - Mise en place de maintenance informatique et paiement des prestations liées
 - Frais d'envoi du courrier, location de salle....

Notre convention avec Montélimar-Agglomération a été revue dans ce sens en 2022 et l'avantage en nature a été revu (7 131€ en 2022 contre 11 588€ en 2021).

Par ailleurs, notre budget de fonctionnement est financé en partie par la région Auvergne-Rhône-Alpes et le Fonds Social Européen.

Nous avons appris une baisse de la participation du FSE dans notre budget début 2022 et nous étions en discussion avec la Région pour compenser celle-ci : il n'est rien malheureusement. La Région interviendra à hauteur de 16 500€ et pas plus pour 2022 comme 2023. Nous impacterons cette baisse 2022 sur notre trésorerie.

Notre budget 2023 demande pour IPP de trouver d'autres sources de financement et d'aller vers des partenariats privés. Le temps de pouvoir mettre en place des actions et que celles-ci portent ses fruits nous vous sollicitons pour cet ajustement de subvention.

B – Indicateurs associés au projet

L'engagement d'IPP étant de :

- déceler les porteurs de projets d'entreprises créatrices d'emplois et d'activités,
- favoriser la création, la reprise et le développement d'entreprises, afin de maintenir des emplois existant et d'en créer de nouveaux,
- fédérer les acteurs locaux au service des porteurs de projets et de la création d'emplois,
- assurer le suivi des entreprises soutenues en visant la pérennisation des emplois,

les indicateurs retenus sont :

- le nombre d'emplois créés ou maintenus.
- le taux de pérennité des entreprises soutenues,
- le nombre d'évènements organisés.

ANNEXE II
à la convention d'objectifs et de moyens
avec l'association IPP

BUDGET PRÉVISIONNEL

ANNEXE III
à la convention d'objectifs et de moyens
avec l'association IPP

PLAN